

ODÉON THÉÂTRE DE L'EUROPE

2 RUE CORNEILLE
75006 PARIS

+33 1 44 85 40 40
THEATRE-ODEON.EU

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

Marché public de Fournitures

FOURNITURE D'ECRANS D'AFFICHAGE DYNAMIQUE POUR LE THEATRE NATIONAL DE L'ODEON

Marché n°2026MDT001

Procédure adaptée passée en application des articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du Code de la commande publique.

Table des matières

ARTICLE PRELIMINAIRE – DEFINITIONS	4
ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 Pouvoir Adjudicateur contractant	4
1.2 Titulaire du Marché	4
1.2.1 Représentant du Titulaire	4
1.2.2 Forme juridique du Titulaire	4
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE	5
2.1 Présentation du Théâtre National de l'Odéon	5
2.2 Objet	5
2.3 Variantes, tranche optionnelles, prestations supplémentaires éventuelles	5
ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	5
3.1 Caractéristiques des fournitures	5
3.2 Pilotage et paramétrage	5
3.3 Environnement des appareils	6
3.4 Fourniture de flight case	6
ARTICLE 4. FORME DU MARCHE	6
ARTICLE 5. DECOMPOSITION DU MARCHE	6
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	6
6.1 Durée	6
6.2 Délais d'exécution	6
6.3 Prolongation des délais	6
ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES	7
ARTICLE 8. PRIX ET MONTANT DU MARCHE	7
ARTICLE 9. AVANCE	7
ARTICLE 10. CESSION ET NANTISSEMENT	7
10.1 Cession et nantissement	7
10.2 Comptable assignataire	7
ARTICLE 11. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	8
11.1 Lieu de livraison	8
11.2 Conditions de transport	8
ARTICLE 12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
12.1 Choix du matériel	8
12.2 Vérifications	8
12.4 Décision après vérification	8
ARTICLE 13. GARANTIE	8
ARTICLE 14. FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT	9
14.1 Règlement	9
14.2 Modalités et adresse de facturation	9
14.3 Délai global de paiement	9
14.4 Paiement	9
14.5 Taxe sur la valeur ajoutée	10
14.6 Présentation et contenu des factures	10
ARTICLE 15. PENALITES	10
ARTICLE 16. SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 17. ASSURANCES ET RESPONSABILITE	11

ARTICLE 18. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	11
ARTICLE 19. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE.....	12
ARTICLE 20 – CONFIDENTIALITE ET CLAUSE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
20.1 Confidentialité et protection des données.....	12
20.2 Utilisation par le Titulaire des droits de propriété intellectuelle du Théâtre National de l’Odéon	12
ARTICLE 21. RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	12
ARTICLE 22. MODIFICATIONS DU MARCHE - CLAUSE DE REEXAMEN	13
22.1 Modifications affectant le Titulaire	13
22.2 Modifications affectant le Marché – Clause de réexamen	13
22.2.1 Cas ouvrant droit à la modification.....	13
22.2.2 Modalités de modification	13
ARTICLE 23. RESILIATION	14
23.1 Résiliation pour motif d’intérêt général.....	14
23.2 Résiliation pour faute du titulaire	14
23.3 Résiliation pour évènements liés au Marché.....	14
ARTICLE 24. REGLEMENT DES LITIGES.....	15
ARTICLE 25. DEROGATIONS	15

ARTICLE PRELIMINAIRE – DEFINITIONS

Dans le Marché, sauf stipulations contraires, les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est donnée par le présent article :

Date de Réception des fournitures	Désigne la(les) date(s) de réception effective(s), partielles ou totale, par le Pouvoir Adjudicateur des fournitures.
Date d'Entrée en Vigueur du Marché	Désigne la date de notification du Marché.
Maître d'Ouvrage	Désigne le Pouvoir Adjudicateur.
Marché	Désigne le Marché objet des présentes.
Membre	Le cas échéant, désigne, individuellement, chaque membre du groupement présenté dans l'Acte d'Engagement.
Notification	Action consistant à porter une information, un échange, ou une décision, à la connaissance de la(des) Partie(s) par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La date et l'heure de réception qui peuvent être mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.
Partie(s)	Désigne le Titulaire et/ou le Pouvoir Adjudicateur, en tant que signataires du Marché.
Pouvoir Adjudicateur	Théâtre National de l'Odéon
Tiers	Désigne toute personne autre que le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire, leurs sous-traitants, fournisseurs, prestataires et préposés.
Titulaire	Opérateur économique qui conclut Le Marché avec le Pouvoir Adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Pouvoir Adjudicateur contractant

Le Théâtre National de l'Odéon
2, rue Corneille | 75006 Paris
Tel : 01 44 85 40 40
Représenté par son administrateur

Ci-après dénommé le « **Pouvoir Adjudicateur** », « **Théâtre National de l'Odéon** », « **Théâtre** » ou « **TNO** »

1.2 Titulaire du Marché

1.2.1 Représentant du Titulaire

Pour faciliter la bonne exécution du Marché, le Titulaire désigne au moins une personne habilitée à le représenter pour recevoir par voie électronique les actes d'exécution.

1.2.2 Forme juridique du Titulaire

En cas de groupement, le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le Pouvoir Adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'Acte d'Engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

2.1 Présentation du Théâtre National de l'Odéon

Le Théâtre national de l'Odéon est, en application du décret n° 68-905 du 21 octobre 1968, un établissement public industriel et commercial chargé de la gestion artistique et financière des salles de spectacles dont il dispose ; il est placé sous la tutelle du ministre chargé de la culture.

Il a pour objet la présentation d'œuvres théâtrales appartenant au répertoire classique et moderne, français et étranger, ainsi que la création d'œuvres nouvelles enrichissant ce répertoire. Il affirme une forte vocation européenne, conformément à sa mission statutaire, tant par l'accueil d'auteurs et de compagnies européennes que par les tour-nées de ses spectacles en-dehors des frontières. Ces tournées ont également lieu sur tout le territoire national.

Le Théâtre national de l'Odéon intervient sur plusieurs sites :

- Berthier (2 salles), sis au 38 boulevard Berthier et au 1 rue Suarès, 75017 Paris ;
- Odéon (1 salle), sis au 2 rue Corneille, 75006 Paris ;
- La Chapelle (1 entrepôt) sis 24 rue Proudhon, 93000 Saint-Denis ;
- sur le territoire national, en Europe et dans le monde entier dans le cadre de tournées.

2.2 Objet

Le présent Marché a pour objet la fourniture de trois écrans d'affichage dynamique LED, ainsi que tous les accessoires d'accroches, de pilotage, de câblages et les flight cases, pour le compte du Théâtre National de l'Odéon.

2.3 Variantes, tranche optionnelles, prestations supplémentaires éventuelles

Aucune variante, tranche optionnelle ou prestation supplémentaire n'est prévue au Marché.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

3.1 Caractéristiques des fournitures

Le Titulaire doit fournir au TNO les éléments suivants : 88 dalles LED, les accessoires, les équipements de pilotage, les câblages, les 11 flight cases.

Les trois écrans auront les dimensions suivantes :

- Ecran 1 : dimension 3,5m x 2.5m, composé de 35 dalles de 500mmx500mm
- Ecran 2 : dimension 3,5m x 2.5m, composé de 35 dalles de 500mmx500mm
- Ecran 3 : dimension 3m x 1.5m, composé de 18 dalles de 500mmx500mm

Ces dalles doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Les dalles doivent adopter la technologie GOB
- Dimension de 500mm x 500mm
- Le pitch demandé est de 1.953mm
- La luminosité doit atteindre 1000 nit minimum
- La température de couleur doit être ajustable entre 6500K et 9300K
- Taux de rafraichissement 7680 Hz
- L'alimentation électrique doit être en 220V compatible 110V

Les dalles proposées doivent être strictement compatibles avec le modèle présent au Théâtre National de l'Odéon dont la fiche technique est transmise en annexe.

3.2 Pilotage et paramétrage

Le système proposé doit comporter tous les modules nécessaires à leur alimentation électrique et leur intercommunication.

L'acquisition du signal doit se faire avec du matériel compatible avec le système déjà présent au théâtre (Novastar A10s-PRO).

Les dalles devront être pilotés par des contrôleurs dédiés aux dalles LED. Le matériel proposé devra être compatible avec le matériel du Théâtre (contrôleur Novastar MX40 PRO). Ils doivent comporter 3 entrées vidéo HDMI, 1 entrée

Display Port, 1 entrée 12G-SDI et 20 sorties vidéo LED. Le contrôleur doit prendre en charge les signaux 8-bit, 10-bit et 12-bit.

Le Titulaire doit fournir 6 convertisseurs de signal pour liaison fibre optique. Ces matériels doivent être compatibles avec le matériel déjà présent au Théâtre (Novastar CVT10-M). Cet équipement doit être fourni avec 12 modules de communication.

3.3 Environnement des appareils

Les appareils devront être silencieux pour ne pas perturber le jeu des comédiens et la représentation.

Les appareils devront être fournis avec tout le câblage nécessaire pour l'alimentation. Ils devront être alimentés facilement par le biais d'une ligne directe 16A. Le raccordement se fera par une prise Legrand classique 10-16A.

La mise en œuvre de ces appareils devrait être aisée : encombrement limité, poids raisonnable, réglage simple, configuration « user friendly ».

Les appareils devront pouvoir être posé au sol ou suspendu. Si des accessoires spécifiques sont nécessaires pour l'une ou l'autre de ces configurations ceux-ci devront être proposés. A l'instar du modèle de référence un degré de liberté est apprécié dans l'assemblage des dalles entre elles.

3.4 Fourniture de flight case

L'offre devra comprendre la fourniture de flight case. Le nombre de dalles par flight-cases doit permettre que celui-ci reste manœuvrable à une personne. Chaque flight case devra être équipé de quatre roues directrices dont deux roues avec frein et de quatre couelles pour permettre de superposer les flight case deux par deux.

ARTICLE 4. FORME DU MARCHE

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives et techniques particulières (ci-après « CCATP ») portent sur la passation d'un Marché public de fournitures au sens de l'article L1111-3 du Code de la commande publique (ci-après « CCP »).

Les prestations feront l'objet d'un prix forfaitaire, dont les précisions sont indiquées dans la Décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF).

ARTICLE 5. DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent Marché n'est pas alloti, conformément à l'article L2113-11 2° du Code de la commande publique, du fait de l'absence de prestations distinctes.

ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

6.1 Durée

Le Marché court de sa Date de notification à la Date d'admission des fournitures.

6.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés comme suit, à compter de la Date de notification du Marché.

La livraison des 3 murs LED, de tous les accessoires d'accroches, des contrôleurs, ainsi que les flight cases, doit avoir lieu au plus tard le 15 avril 2026.

6.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 7. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles régissant Le Marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- L'Acte d'engagement et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Mémoire technique remis par le Titulaire dans le cadre de son offre et ses annexes.

Nota:

Seuls les originaux détenus par le Pouvoir Adjudicateur font foi.

En cas d'incompatibilités ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les pièces générales énumérées ci-dessus sont contractuelles, bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du Marché.

ARTICLE 8. PRIX ET MONTANT DU MARCHÉ

Le Marché est conclu à prix forfaitaire. Les prix sont fermes et non révisables.

De manière générale, les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune Prestation n'est à fournir par le Pouvoir Adjudicateur. Aucun complément de prix ne pourra être demandé à ce titre.

ARTICLE 9. AVANCE

Les conditions de l'avance sont fixées aux articles R2191-3 à R2191-19 du CCP. Sauf renoncement du Titulaire porté à l'Acte d'engagement, une avance sera accordée au Titulaire si le montant du Marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Son montant n'est ni révisable ni actualisable.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du Marché si la durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant divisé par cette durée exprimée en mois.

Conformément à l'article R. 2191-7 du CCP, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le Titulaire du Marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 50 % du montant du Marché et devra être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du Marché. La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

ARTICLE 10. CESSION ET NANTISSEMENT

10.1 Cession et nantissement

Les créances nées de l'exécution du Marché passé peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement en application des articles R2191-45 et R2191-63 du CCP. La notification prévue aux articles R2191-54 à R2191-57 et R.2191-45 du CCP devra être adressée à l'adresse mentionnée ci-après.

10.2 Comptable assignataire

L'Agent Comptable du Théâtre National de l'Odéon
2 rue Corneille
75006 PARIS

ARTICLE 11. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 Lieu de livraison

Les prestations seront livrées et exécutées à l'adresse suivante : Atelier Berthier (B2), 1, rue André Suarès 75017 Paris.

11.2 Conditions de transport

Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG-FCS. En effet, la qualité de l'emballage doit être appropriée aux conditions et modalités de transport.

ARTICLE 12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1 Choix du matériel

Le Titulaire sera tenu pour responsable en cas de mauvaise adéquation des différents matériels qu'il fournit.

12.2 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément au chapitre 5 du CCAG-FCS.

12.4 Décision après vérification

Admission

L'admission des Prestations relatives à la livraison des fournitures sera prononcée dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG FCS.

Ajournement

Le Pouvoir Adjudicateur, lorsqu'il estime que des Prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner leur admission par une décision motivée.

La décision définitive sera notifiée au Titulaire, l'invitant à présenter à nouveau au Pouvoir Adjudicateur les prestations mises au point, dans le délai qui lui sera prescrit, à défaut dans un délai de quinze jours calendaires à compter de l'expiration du délai de réponse laissé au Titulaire tel que mentionné ci-dessus.

Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG, lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que des Prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du Marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il pourra unilatéralement décider du principe d'une réfaction et du taux de cette réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Il informera le Titulaire de son intention de procéder à cette réfaction et du taux qu'il entend retenir l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 7 jours à compter de la réception par le Titulaire de ladite information.

La décision définitive sera motivée et notifiée au Titulaire.

Rejet

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du Marché, il en prononce le rejet partiel ou total.

En l'absence d'observations présentées par le Titulaire dans le délai qui lui a été imparti, la décision du Pouvoir Adjudicateur sera automatiquement confirmée.

ARTICLE 13. GARANTIE

Les fournitures objet du Marché font l'objet d'une garantie minimale d'une durée de cinq (5) ans à compter de la date d'Admission sans réserve des équipements, conformément à la dérogation prévue à l'article 33 du CCAG-FCS.

Cette date correspond à la réception définitive des écrans en parfait état de fonctionnement et conformes aux spécifications du Marché.

Cette garantie doit comprendre l'homogénéité du parc en flux et en couleur. Dans le cas d'une éventuelle disparité de flux ou de couleurs, le Titulaire s'engage à organiser un réajustement et une recalibrage de l'ensemble du parc, jusqu'à homogénéité.

ARTICLE 14. FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

14.1 Règlement

Le règlement des prestations sera effectué sur présentation d'une facture unique correspondant à la livraison complète des fournitures objet du Marché, conformément au prix forfaitaire indiqué dans l'Acte d'engagement.

14.2 Modalités et adresse de facturation

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures selon les modalités suivantes

- par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO
(https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/) ;

Les identifiants du TNO sur la plateforme CHORUS PRO sont les suivants :

Code SIRET : 784 276 180 00014

Numéro d'engagement : non demandé par le TNO

Le dépôt, la transmission et la réception des demandes de paiement sont effectués exclusivement sur le portail Chorus Pro. Si la demande de paiement est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

14.3 Délai global de paiement

Le Pouvoir Adjudicateur se libérera des sommes dues par virement bancaire dans les délais fixés réglementairement à compter de la réception de la demande de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € HT. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ils sont calculés sur le montant total de la demande de paiement toutes taxes comprises.

Si le Théâtre National de l'Odéon est empêché du fait du prestataire ou de l'un de ses sous-traitants de procéder à l'opération nécessaire au paiement, le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le prestataire de la totalité des justifications qui lui sont réclamées. Le Théâtre National de l'Odéon fera connaître par lettre au prestataire, par tout moyen permettant de garantir une date certaine, les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. La suspension débute au jour de réception par le prestataire de cette lettre et prend fin au jour de réception par le Théâtre National de l'Odéon des justifications demandées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises. Un nouveau délai global égal à 30 jours est alors ouvert.

14.4 Paiement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres Prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue au présent document.

Le TNO se libérera des sommes dues au titre du présent Marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes bancaires mentionnés à l'annexe 1 de l'Acte d'engagement.

14.5 Taxe sur la valeur ajoutée

Les prix du Marché public sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans Le Marché public, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

14.6 Présentation et contenu des factures

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seul habilité à présenter l'ensemble des factures au TNO.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du CCP, notamment les indications suivantes :

- La date d'émission de la demande de paiement ;
- Les nom et adresse du TNO : Théâtre National de l'Odéon, 2 rue Corneille, 75006 Paris ou du destinataire s'il est autre que le TNO
- La raison sociale, n° SIRET ou à défaut le n° SIREN et l'adresse du Titulaire ;
- L'objet et la description précise de la prestation ;
- La désignation et les quantités des travaux exécutés et livrés avec les délais d'exécution avec les lignes de la DPGF correspondantes ;
- Le numéro et l'intitulé du marché public et, le cas échéant, de chaque avenant, ainsi que le numéro et la date du devis ou des ordres de service (OS) ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la taxe à payer, le montant total TTC ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la demande de paiement ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total H.T., leur montant T.T.C. ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies H.T. et T.T.C. ;
- Toute autre information utile au paiement.

ARTICLE 15. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Les dispositions suivantes s'appliquent à tout l'article :

- D'une manière générale, outre le fait que les Prestations non fournies ne seront pas payées, les pénalités définies ci-dessous seront appliquées par le Pouvoir Adjudicateur, dès constat du dysfonctionnement ou du non-respect des conditions contractuelles et ce sans mise en demeure préalable.
- Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité. Par défaut, et sauf indication contraire, toutes les durées exprimées dans l'expression des pénalités sont calendaires, c'est-à-dire sans notion d'heures ou jours ouvrés, ouvrables, etc. (autrement dit : les heures de nuit, les samedis, les dimanches, les jours fériés ou chômés comptent pour le calcul des pénalités).
- Les pénalités sont cumulables pour des manquements distincts. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.
- Les pénalités ne sont pas libératoires, c'est-à-dire que l'application d'une pénalité ne dispense pas le Titulaire de réaliser la prestation visée.
- Les pénalités sont exprimées en euros hors taxes (€HT).
- Le montant des pénalités n'est pas révisé sur la durée du Marché
- Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue

Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du Titulaire, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies. Les pénalités seront alors appliquées à titre conservatoire.

Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations, imputable au Titulaire, des pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, d'un montant de 200 € HT par jour calendaire de retard, par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Pénalités pour non-conformité des fournitures

En cas de livraison non conforme (erreur de produit, quantité insuffisante, défaut de qualité, non-respect des spécifications techniques, non-respect des conditions de transport, erreur d'adresse de livraison), une pénalité forfaitaire de 200 € HT par infraction constatée sera appliquée.

Pénalités pour travail dissimulé

Si le Titulaire du Marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant toute taxe comprise du Marché ?

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 16. SOUS-TRAITANCE

Si le Titulaire souhaite recourir aux services d'un sous-traitant pour exécuter les prestations du Marché, il doit obtenir l'acceptation du Pouvoir Adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement. En outre, aucune sous-traitance totale des prestations n'est admise.

Lorsque le montant des Prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par le Pouvoir Adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire adresse au Pouvoir Adjudicateur un acte de sous-traitance (formulaire DC4) accompagné de tout document permettant d'estimer les capacités techniques et financières de la société à laquelle il envisage de sous-traiter une partie des prestations. Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article [D.8254-1](#) du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

Le formulaire et sa notice explicative sont disponibles via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 17. ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés à l'occasion de l'exécution, ou de la non-exécution, des prestations qui constituent l'objet du Marché.

Pour ce faire, le Titulaire produit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

À tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L.8221-3, L.8221-5 et L.8222-1 du code du travail sur le travail dissimulé, le Titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent Marché, les documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire, ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements fournis avant la notification du Marché, et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le présent Marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

ARTICLE 19. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément notamment à la loi n°2021 -1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République notamment son article 1er du titre Ier, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

ARTICLE 20 – CONFIDENTIALITE ET CLAUSE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

20.1 Confidentialité et protection des données

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 5.1.4 du CCAG FCS, l'obligation de confidentialité s'applique à tous les documents qui ont été communiqués par le TNO, et ce sans qu'il soit nécessaire que lesdits documents aient été expressément identifiés comme confidentiels.

20.2 Utilisation par le Titulaire des droits de propriété intellectuelle du Théâtre National de l'Odéon

Toute utilisation par le Titulaire et/ou ses employés et/ou sous-traitants éventuels de l'enseigne commerciale, des logos, marques, signes distinctifs ou autres droits de propriété intellectuelle détenus par le Théâtre National de l'Odéon, au titre d'un droit de propriété intellectuelle ou d'une licence ou de tout autre fondement juridique est strictement interdite sans l'accord écrit, préalable et exprès du Théâtre National de l'Odéon.

ARTICLE 21. RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'inscrit dans une démarche de RSE.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du Théâtre.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée du présent marché.

Dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché public, nous recommandons au Titulaire de :

- Privilégier une fabrication intra – Union Européenne ;
- Dans le cas où le Titulaire possède lui-même son usine de fabrication, une alimentation exclusivement en énergies renouvelables devra être privilégiée. Le Théâtre National de l'Odéon pourra demander au Titulaire un certificat/justificatif/facture ;
- Mettre en place un processus de compensation pour les trajets en avion des collaborateurs du Titulaire ;
- Le Titulaire doit être engagé dans une trajectoire bas carbone : il dispose de certifications l'attestant, comme par exemple ISO 14001 ou d'autres certifications internationales ou locales (justificatifs à fournir), ISO 14064, etc. ;
- Le Titulaire doit être engagé dans une démarche d'amélioration continue de la santé et de la sécurité au travail : par exemple certification ISO 45001 ;
- Privilégier une distance entre les entrepôts et le Théâtre la plus courte possible ;
- Etre en capacité de fournir une attestation de traitement des DEEE ;
- Etre en conformité avec la directive RoHS sur l'interdiction de substances dangereuses dans les équipements électriques et REACH ;
- Favoriser l'utilisation de matériaux recyclés et à minima recyclables dans la fabrication des projecteurs et des flight cases ainsi que de leurs inserts ; limiter au maximum l'utilisation du plastique ;

Concernant les flight cases

- Privilégier une fabrication intra – UE ;
- Le bois utilisé dans leur fabrication devra être certifié FSC / PEFC et non issu d'essences exotiques, pour lutter contre la déforestation importée.
- Effectuer la livraison en véhicule à faibles émissions et optimiser au maximum le trajet (camion plein) ;
- Dans la mesure du possible, les projecteurs devront être livrés directement dans leurs flight cases avec leurs accessoires ;
- Réduire au maximum les emballages jetables utilisés lors de la livraison. En principe, ces emballages ne doivent pas comporter de plastique vierge à usage unique (film, polystyrène...). Toutefois, dans le cas où les

emballages jetables sont indispensables, privilégier des matériaux recyclés et recyclables.

- En cas de livraison ultérieure de pièces détachées, l'emballage nécessaire sera réduit au minimum et les conditions de livraison optimisées afin de réduire son empreinte carbone.

ARTICLE 22. MODIFICATIONS DU MARCHÉ - CLAUSE DE REEXAMEN

22.1 Modifications affectant le Titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au TNO, par lettre recommandée avec accusé de réception, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Fusion-absorption, fusion-acquisition ou scission du Titulaire ;
- Tout redressement fiscal définitif et exécutoire qui lui serait notifié ;
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public, comme une modification au sein de l'équipe dédiée par exemple.

22.2 Modifications affectant le Marché – Clause de réexamen

22.2.1 Cas ouvrant droit à la modification

Conformément à la réglementation en vigueur, notamment aux articles L2194-1 et R2194-1 à 2194-10 du CCP, pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du Marché, imprévisibles au moment de sa passation, ainsi que des événements extérieurs aux Parties, les modalités d'exécution du Marché pourront être modifiées, dans les conditions visées dans le présent CCAP, et dans les cas suivants :

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le Titulaire pourra proposer au Pouvoir Adjudicateur la substitution d'un nouveau Titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Pouvoir Adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

Modification en cas de fournitures inadaptées

Dans l'hypothèse où certaines fournitures définies dans le Marché ne correspondent finalement pas au besoin du TNO, notamment car elles s'avèrent inadaptées, inutilisables, avec un mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle constatées etc. le TNO se réserve la possibilité de demander au Titulaire de lui proposer d'autres modèles, répondant au même besoin que celui fixé initialement et à un prix similaire.

22.2.2 Modalités de modification

La modification du Marché donne lieu au respect de la procédure suivante :

1. Une demande de modification est formulée à l'initiative :
 - soit du Pouvoir Adjudicateur ;

- soit du Titulaire, sur production de pièces justificatives claires et détaillées. Une demande de modification non-justifiée ne fera lieu à aucune procédure de modification de la part du Pouvoir Adjudicateur.
2. La transmission de cette demande donne lieu à un échange écrit ou à une rencontre entre les Parties afin de détailler les caractéristiques de la modification souhaitées, et, en cas de modification à la demande du Titulaire, d'en vérifier le bien-fondé.
 3. Si la modification est acceptée par le Pouvoir Adjudicateur, les Parties l'entérineront par la signature d'un avenant.

ARTICLE 23. RESILIATION

Le Marché pourra être résilié par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG Travaux.

23.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur résilie Le Marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité forfaitaire de résiliation calculée en appliquant au montant initial HT, un pourcentage égal à 5 %, diminué des prestations admises.

23.2 Résiliation pour faute du titulaire

Le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier Le Marché selon les dispositions du CCAG Travaux. Le TNO se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

En complément de l'article 50.3 du CCAG Travaux, La résiliation sera prononcée **un (1) mois** après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet ou sans contestation, le délai courant à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

Aucune indemnisation de quelque nature que ce soit ne sera due au Titulaire en cas de résiliation pour faute.

Egalement, en cas de faute du Titulaire ou si la mission n'est exécutée que partiellement, le Théâtre pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du Titulaire et notamment celles permettant d'assurer provisoirement la continuité du service.

23.3 Résiliation pour événements liés au Marché

Cas de force majeure

Est considéré comme un événement de force majeure, tout événement extérieur aux Parties, irrésistible et imprévisible qui met le Titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du marché pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés.

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché, dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement ou indirectement d'un événement de force majeure.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des Parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations. La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure et dès qu'elle en a connaissance, elle le notifie dans un **délai de sept (7) jours calendaires** à l'autre partie, par tout moyen, doublé d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Si la survenance d'un cas de force majeure a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution du contrat, la résiliation du marché pourra être prononcée par une des deux parties dans un **délai de six (6) mois à partir de la date de notification de l'évènement de force majeure par la partie qui l'invoque, par LRAR.**

La résiliation donne lieu au versement par le Théâtre National de l'Odéon au Titulaire d'une indemnité, dont le montant est déterminé par accord entre les parties déduction faite de toutes sommes restant dues au Théâtre par le Titulaire à la date de prise d'effet de la résiliation, notamment des éventuelles pénalités dont le Titulaire resterait redevable vis-à-vis du Théâtre en application du présent marché.

Difficultés d'exécution du Marché

Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le Théâtre peut résilier le marché, sans indemnité pour le Titulaire et sans avertissement préalable, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Etat d'urgence sanitaire

Le TNO peut se trouver contraint de résilier Le Marché dont l'exécution est rendue impossible en raison d'une décision prise par les autorités administratives compétentes dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Dans ce cas de figure, qui correspond à un cas de force majeure, le titulaire sera indemnisé à hauteur des dépenses qu'il a dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 24. REGLEMENT DES LITIGES

Conformément à l'article 55 du CCAG Travaux, le Théâtre et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent.

Tout différend entre le Titulaire et le Théâtre doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au Théâtre dans le délai de **deux (2) mois** courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Théâtre dispose d'un délai de **deux (2) mois**, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque le Théâtre et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à la signature d'un protocole transactionnel, à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou encore à l'arbitrage dans les hypothèses et les conditions prévues par le Code de la commande publique.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend. La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par le Théâtre sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le Titulaire dispose d'un délai de **deux (2) mois**, à compter de la notification de la décision prise par le Théâtre ou de la naissance de la décision implicite de rejet pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté cette décision

ARTICLE 25. DEROGATIONS

Liste des dérogations au CCAG FCS :

CCAP	CCAG FCS
12.4	30.3
13	33
15	14
15	14.1.3
20	5.1.4